

Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans et d'Agora du 29.01.2024

L'agriculture formule ses revendications

Les protestations agricoles se font entendre partout en Europe. L'agriculture suisse partage les mêmes revendications que les familles paysannes européennes. En effet, la situation reste très incertaine pour les futurs crédit-cadres alloués à l'agriculture, alors que la situation des revenus des familles paysannes est insuffisante pour ne pas dire souvent précaire. En parallèle à une meilleure reconnaissance de l'agriculture, l'USP, Agora et les chambres romandes d'agriculture formulent des revendications tant à l'égard de la politique que du marché.

L'agriculture suisse s'engage depuis des décennies pour fournir des denrées alimentaires de qualité à la population. Toutefois les familles paysannes reçoivent plus souvent des coups de bâton, en particulier sur les réseaux sociaux, que des fleurs. Et pourtant, elles ne comptent pas leurs heures, mettent en œuvre des mesures pour garantir le bien-être animal, pour préserver les ressources ou encore la biodiversité. Elles font preuve d'innovation, se diversifient, passent au numérique... Mais finalement, tous ces efforts semblent parfois vains. Le manque de reconnaissance du travail accompli et des efforts entrepris conduisent à un ras-le-bol compréhensible des productrices et des producteurs.

Si nous voulons pouvoir continuer à retrouver des aliments suisses dans notre assiette, il faut donc agir, et vite ! Il est impératif de tenir compte de la réalité du terrain et de la situation des familles paysannes qui suffoquent sous la politique agricole et ses complexités mais aussi qui attendent davantage de rétribution de la part du marché. Les prix aux producteurs doivent au moins augmenter de 5% à 10% cette année. Cette augmentation devra se poursuivre dans les années à venir, notamment en inversant la formation des prix. Ceux-ci sont à définir sur la base des coûts de production et des risques pris, pour permettre aux familles paysannes de dégager un revenu équitable et décent. C'est le seul moyen d'assurer une agriculture durable et résiliente.

Enfin, de nombreuses mesures ont été introduites ces dernières années, sans compter les démarches volontaires prises par les familles paysannes, aussi bien sur le plan environnemental que du bien-être animal. Or, ces processus, qui prennent du temps, commencent à porter leurs fruits. Toute mesure supplémentaire ne ferait que compliquer le système et affaiblir notre production indigène durable au profit des importations.

Les agricultrices et les agriculteurs suisses aspirent à pouvoir vivre de leur métier, comme n'importe quel citoyen. Ils sont conscients des mandats qui leurs sont attribués par la Constitution et ne demandent qu'à ce que ceux-ci soient reconnus et honorés équitablement.

Pour donner du poids à ces revendications, une pétition sera lancée demain.

Renseignements:

Martin Rufer, directeur de l'USP, Mobile 078 803 45 54

Francis Egger, vice-directeur de l'USP, Mobile 079 280 69 66

Loïc Bardet, directeur d'Agora, Mobile 079 718 01 88

www.sbv-usp.ch

Revendications

Meilleure reconnaissance des rôles multiples de l'agriculture et de ses engagements pour une production alimentaire durable et respectueuse des animaux

- Le dénigrement de l'agriculture n'a que trop duré. Les réactions actuelles de la base agricole sont l'expression d'un manque de reconnaissance sociale et économique des efforts accomplis.

Pas d'économies financières sur le dos de l'agriculture.

- L'agriculture exige au minimum le maintien des moyens pour le budget 2025 et le crédit-cadre 26-29. Celui-ci devrait pouvoir être augmenté si le contexte socio-économique l'exige.

Prise en compte de la réalité du terrain et de la situation des familles paysannes.

- La complexité de la politique agricole a atteint ses limites. L'agriculture attend de l'administration fédérale et des politiques une prise en compte des problèmes rencontrés et des solutions adaptées à la pratique et au contexte régional.

Augmentation des prix aux producteurs et inversion de la formation des prix sur la base de coûts effectifs.

- A l'égard des acteurs du marché, les prix aux producteurs doivent au moins augmenter de 5 à 10% cette année. De plus, il est impératif d'inverser la formation des prix. Ceux-ci sont à définir sur la base des coûts de production et des risques pris, pour permettre aux familles paysannes de dégager un revenu équitable et décent. C'est le seul moyen d'assurer une agriculture durable et résiliente.

Pas de nouvelles contraintes non rétribuées.

- De nombreuses contraintes ont été introduites ces dernières années, sans compter les nombreuses démarches volontaires prises par les familles paysannes, aussi bien sur le plan environnemental que du bien-être animal. Ces engagements sont en train de porter leurs fruits. L'agriculture refuse toute mesure supplémentaire non rétribuée qui ne ferait que compliquer le système et affaiblir notre production indigène durable au profit des importations.